

Notre objectif n'a pas changé !

Nous voulons un statut protecteur des droits pour tous-tes les salarié-es et non un accord temporaire qui sera remis en question à la première occasion. Depuis le 9 mars, nos arguments ont porté et ont convaincu, malgré le matraquage médiatique ! Nous le disons depuis le départ et c'est encore possible aujourd'hui !

Pour les grévistes, le compte n'y est pas !

Après 19h de négociations sur l'accord d'entreprise, les assemblées générales ont quasi-unanimement confirmé que le compte n'y était pas. Les grévistes, en reconduisant massivement et partout la grève ont réaffirmés que :

- **Le gouvernement doit faire évoluer le décret socle en y reprenant les dispositions de la réglementation du travail SNCF existante.**
- **Le gouvernement doit aussi entendre les organisations syndicales en grève et exiger du syndicat patronal une reprise immédiate des négociations sur la future CCN.**
- **La direction SNCF doit appliquer la même réglementation à l'ensemble de ses filiales et ainsi mettre fin à la filialisation des charges de travail et à la concurrence interne !**



Notre calendrier n'a pas changé !

Face au 49.3, au matraquage médiatique contre les cheminot-es, au refus du gouvernement de revoir le décret socle, au passage en force du syndicat patronal (UTP ou la SNCF représente 95 % des salariés), aux menaces à la signature de l'accord d'entreprise à la SNCF... Nous sommes encore plus déterminé-es cette semaine et partout les assemblées générales ont décidé de poursuivre et renforcer le mouvement.

C'est la grève de tous dans l'unité qui nous permettra de gagner, alors Euro de foot ou pas, on lâche rien sur nos conditions de travail, rien du tout

Nous appelons donc à poursuivre et intensifier la grève !

Restons unis au niveau des fédérations en grève ; Restons unis sur nos revendications ; Restons unis à la base dans les assemblées générales et nous gagnerons la réécriture du décret socle reprenant la réglementation en vigueur à la SNCF ce qui permettrait de maintenir réellement le RH 077, à l'inverse d'un accord d'entreprise pouvant à tout moment le modifier.

Le gouvernement adepte de la méthode Sarkozy ?



Depuis plusieurs jours, le gouvernement utilise les mêmes artifices que le précédent. Il surfe sur l'émotionnel pour contourner toute analyse sur les enjeux de sa politique anti sociale et pour jeter l'opprobre sur les cheminots qui luttent. Opportunément, une partie de la droite le rejoint dans ces injonctions démagogiques et manipulatoires.

Ainsi, il s'agirait donc d'appeler à la responsabilité ceux qui utilisent leur seule arme, la grève, pour résister au rouleau compresseur libéral. "*Les grèves doivent cesser en solidarité des sinistrés*" selon Manuel Valls.

A SUD-Rail, nous répondons que la démagogie, la manipulation, les interventions axées sur les émotions de l'actualité ne peuvent et ne doivent pas être une trame de base pour mener une politique en responsabilité.

Nous affirmons que SUD-Rail et SOLIDAIRES se sont toujours placés en solidarité de ceux qui souffrent. Plus largement, les cheminots ont toujours démontré leur solidarité et leur mobilisation en soutien à la population ; que ce soit lors de catastrophes naturelles (tempête de 1999 par exemple), mais également lors des résistances sociales.

La négation du débat démocratique avec l'utilisation du 49.3, la violence sociale imposée par sa politique, la répression policière ouvertement assumée à l'encontre de ceux qui luttent, le vocabulaire utilisé contre ceux qui résistent à sa vision rétrograde de l'organisation de la société, démontrent le peu de recul politique dans leur démarche, en particulier au moment de tenter de justifier un programme caché lors de leur campagne présidentielle.

Nous exigeons du gouvernement qu'il se place en responsable politique en prenant du recul sur la posture spectacle, en tenant enfin un rôle d'organisation de la solidarité sociale et d'écoute des cheminots en grève !

Ces crises d'autorité d'un pouvoir acculé de toutes parts, qui jette toutes ses forces pour que cesse la grève des cheminot-es démontre sa faiblesse. SUD-Rail invite donc Manuel VALLS à prendre en compte la solidarité nécessaire envers l'ensemble des gens qui souffrent, en refusant de continuer à mener sa politique dictée par le monde financier et le MEDEF.

Aujourd'hui gagner à la SNCF, c'est gagner pour tous !

Gagner un décret socle et une CCN de haut niveau c'est empêcher l'application de la loi travail à la SNCF, c'est sauver notre réglementation du travail !

Gagner le retrait de la loi Travail, c'est se prémunir aussi d'une offensive rapide contre les statuts de la fonction publique et des régimes spéciaux !